



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
9 mars 2012
Français
Original: anglais

Groupe de travail sur les armes à feu
Vienne, 21-22 mai 2012

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Échange de données d'expérience sur les pratiques efficaces, les faiblesses, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.
3. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de l'incrimination, des enquêtes et des poursuites, de l'échange d'informations et de la coopération internationale en relation avec le trafic illicite d'armes à feu.
4. Mesures visant à mieux faire connaître le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à en promouvoir la ratification.
5. Mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, y compris la mise au point d'outils d'assistance technique.
6. Formulation de recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu et sur les moyens qui permettraient au Groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole.
7. Autres questions.
8. Adoption du rapport.



Annotations

1. Questions d'organisation

a) Ouverture de la réunion

La réunion du Groupe de travail sur les armes à feu sera ouverte le 21 mai 2012 à 10 heures.

b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Dans sa résolution 5/4 intitulée "Fabrication et trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions", la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a décidé, conformément au paragraphe 3 de l'article 32 de ladite Convention et au paragraphe 2 de l'article 2 de son règlement intérieur, de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu qui serait présidé par un membre de son Bureau et chargé de la conseiller et de l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concernait le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Dans cette résolution, la Conférence a décidé également que le groupe de travail remplirait les fonctions suivantes: a) faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu par l'échange de données d'expérience et de pratiques entre experts et praticiens; b) lui faire des recommandations sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu; c) l'aider à donner des orientations à son secrétariat en ce qui concernait les activités de ce dernier et l'élaboration d'outils d'assistance technique ayant trait à l'application du Protocole relatif aux armes à feu; et d) lui faire des recommandations sur les moyens qui permettraient au groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole relatif aux armes à feu.

La Conférence a prié le Secrétariat d'informer le groupe de travail sur a) les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour aider la Conférence à promouvoir et à appuyer l'application du Protocole relatif aux armes à feu; b) la coordination avec les autres organisations internationales et régionales compétentes; c) les pratiques optimales dans le domaine de la formation; et d) les stratégies de renforcement des capacités et de sensibilisation visant à prévenir et combattre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.

Le projet d'organisation des travaux qui figure à l'annexe du présent document a été établi conformément à la résolution 5/4 de la Conférence pour permettre au Groupe de travail de s'acquitter des fonctions qui lui ont été assignées dans les limites du temps alloué et compte tenu des services de conférence disponibles.

Les ressources disponibles permettront la tenue de deux séances plénières par jour, avec des services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

2. Échange de données d'expérience sur les pratiques efficaces, les faiblesses, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions

Dans sa résolution 5/4, la Conférence demandait aux États, entre autres, d'envisager l'adoption de mesures globales et efficaces pour lutter contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions ou le renforcement des mesures existantes; d'étudier des moyens de renforcer la collecte et le partage des informations; de renforcer leurs mécanismes et stratégies de contrôle aux frontières; et de coopérer autant que possible entre eux aux niveaux bilatéral, régional et international afin de faciliter le traçage des armes à feu et les enquêtes et poursuites concernant les infractions liées à ce type d'armes, dans le respect de leurs lois nationales.

Conformément à la résolution 5/4 de la Conférence, le Groupe de travail est chargé de faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu par l'échange de données d'expérience et de pratiques entre experts et praticiens de ce domaine, y compris en contribuant à recenser les pratiques qui donnent de bons résultats, les faiblesses, les lacunes et les difficultés, ainsi que les questions et thèmes prioritaires intéressant la lutte contre le trafic des armes à feu.

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail sera saisi d'une note du Secrétariat concernant les bonnes pratiques, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/3).

Ce document traite des problèmes et difficultés fréquemment rencontrés par les États dans ce domaine et décrit les mesures de prévention et de contrôle les plus pertinentes prévues dans la Convention contre la criminalité organisée et le Protocole relatif aux armes à feu pour aider les États à instaurer un régime de contrôle des armes à feu plus efficace.

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail pourra étudier en particulier les mesures de prévention suivantes, qui sont considérées comme des questions prioritaires dans ledit document: a) marquage et conservation des informations; b) contrôle des importations, des exportations et du transit; et c) confiscation et destruction des armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.

Documentation

Note du Secrétariat concernant les bonnes pratiques, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/3)

3. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de l'incrimination, des enquêtes et des poursuites, de l'échange d'informations et de la coopération internationale en relation avec le trafic illicite d'armes à feu

Dans le cadre du point 3, le Groupe de travail étudiera en particulier les mesures de justice pénale visant à lutter contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Pour l'examen de ce point, il sera saisi d'une

note du Secrétariat (CTOC/COP/WG.6/2012/3) qui traite, entre autres, des problèmes et difficultés rencontrés par les États dans le cadre de la détection et des poursuites concernant les infractions impliquant des armes à feu, ainsi que des liens entre ces infractions et la criminalité organisée. Ce document décrit par ailleurs les mesures de contrôle prévues dans le Protocole relatif aux armes à feu et la Convention contre la criminalité organisée pour faciliter les enquêtes et les poursuites concernant les infractions liées à ce type d'armes et renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail voudra peut-être examiner, en particulier, les mesures de contrôle suivantes, qui sont considérées comme des questions prioritaires dans ledit document: a) incrimination; b) enquêtes et poursuites relatives aux infractions impliquant des armes à feu; c) échange d'informations; et d) coopération internationale visant à faciliter le traçage des armes à feu et les enquêtes et poursuites concernant les infractions liées à ce type d'armes.

Documentation

Note du Secrétariat concernant les bonnes pratiques, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/3)

4. Mesures visant à mieux faire connaître le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à en promouvoir la ratification

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail sera saisi d'une note du Secrétariat (CTOC/COP/WG.6/2012/2) sur les activités menées par l'UNODC pour mieux faire connaître le Protocole relatif aux armes à feu et en promouvoir la ratification et la pleine application. Ce document renseigne sur l'état actuel des ratifications du Protocole et formule des recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que le Secrétariat et les États pourraient prendre pour mieux faire connaître le Protocole et en promouvoir la ratification. Dans le cadre de l'examen de ce point, le Groupe de travail pourrait, en particulier, étudier les mesures suivantes, qui sont recensées dans le document: a) sensibilisation aux niveaux mondial, régional et national; et b) fourniture d'un appui pour la préparation de la ratification et mise au point de dossiers de ratification.

Documentation

Note du Secrétariat sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/2)

5. Mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, y compris la mise au point d'outils d'assistance technique

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail sera saisi d'une note du Secrétariat sur les activités menées par l'UNODC pour promouvoir et appuyer l'application du

Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/2). Ce document renseigne sur les activités d'assistance technique fournies par l'UNODC dans le cadre de son projet mondial sur les armes à feu, et contient des informations visant à appuyer les efforts des États pour adhérer au Protocole et le mettre en œuvre, et pour renforcer leur cadre législatif et institutionnel relatif aux armes à feu dans le respect du Protocole.

Le document contient aussi des recommandations que la Conférence pourrait soumettre au Secrétariat pour l'orienter dans ses activités liées à l'application du Protocole relatif aux armes à feu. Il met l'accent sur les mesures pratiques axées sur les résultats et les activités d'assistance technique dans les domaines suivants: a) assistance législative et appui à la rédaction de lois; b) renforcement des capacités et formation; c) mise au point d'outils d'assistance technique; d) coopération internationale; et e) recherche et analyse.

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail sera également saisi d'une note du Secrétariat (CTOC/COP/WG.6/2012/3) qui passe en revue les questions de fond et les éléments que les États doivent prendre en compte dans le cadre de l'application du Protocole relatif aux armes à feu.

Au titre de ce point, un représentant du Secrétariat présentera un exposé sur le projet mondial sur les armes à feu, ainsi que sur la mise au point d'outils d'assistance technique, tels que la *loi type contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions*.

Documentation

Note du Secrétariat sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/2)

Note du Secrétariat concernant les bonnes pratiques, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/3)

6. Formulation de recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu et sur les moyens qui permettraient au Groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole relatif aux armes à feu

Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail sera saisi des documents CTOC/COP/WG.6/2012/2 et CTOC/COP/WG.6/2012/3, qui contiennent tous deux des recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu.

Le document CTOC/COP/WG.6/2012/2 décrit par ailleurs les activités menées par l'UNODC pour renforcer la coopération et établir des partenariats avec d'autres organisations internationales et régionales et des organisations de la société civile,

dans le but de continuer à promouvoir la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu, et contient des recommandations visant à améliorer la coordination entre le Groupe de travail et les différents organismes internationaux dans le cadre de la promotion de l'application du Protocole.

Documentation

Note du Secrétariat sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/2)

Note du Secrétariat concernant les bonnes pratiques, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu (CTOC/COP/WG.6/2012/3)

8. Adoption du rapport

Le Groupe de travail adoptera un rapport dont le projet sera rédigé par le Secrétariat.

Annexe

Projet d'organisation des travaux

| <i>Date et heure</i> | <i>Point de l'ordre du jour</i> | <i>Intitulé ou description</i> |
|----------------------|---|--|
| Lundi 21 mai | | |
| 10 heures-13 heures | 1 a) | Ouverture de la réunion |
| | 1 b) | Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux |
| | 2 | Échange de données d'expérience sur les pratiques efficaces, les faiblesses, les lacunes et les difficultés recensées dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions |
| 15 heures-18 heures | 3 | Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de l'incrimination, des enquêtes et des poursuites, de l'échange d'informations et de la coopération internationale en relation avec le trafic illicite d'armes à feu |
| | 4 | Mesures visant à mieux faire connaître le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à en promouvoir la ratification |
| | 5 | Mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, y compris la mise au point d'outils d'assistance technique |
| Mardi 22 mai | | |
| 10 heures-13 heures | 6 | Formulation de recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu et sur les moyens qui permettraient au Groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole relatif aux armes à feu |
| | 7 | Autres questions |
| 15 heures-18 heures | 8 | Adoption du rapport |